

La terre compte 7 milliards d'êtres humains, inégalement répartis sur les 30% de surface émergée du globe.

- **80 % des habitants dans le monde vivent à moins de 100 km des côtes.**
- **90 % des fonds marins restent encore à explorer.**
- **99 % du trafic intercontinental de données numériques transite par le fonds des océans.**
- **80 % de la circulation mondiale des marchandises se fait par le transport maritime.**
- **1 seul porte-conteneur = 6 000 camions semi-remorque = 1 000 airbus A380 Cargo = 1 train de 350 km.**
- **9 milliards de tonnes de marchandises sont transportées chaque année par voie maritime, soit 6 fois plus que par le rail et 12 fois plus que par la route.**

A l'heure de la mondialisation, la mer est au premier plan des enjeux stratégiques de notre siècle. La multiplication des échanges commerciaux et la raréfaction des ressources naturelles renforcent l'intérêt des nations, et exacerbent les concurrences dans un espace océanique soumis à des tensions grandissantes. Pour la France, la mer constitue une des bases de sa richesse et de sa prospérité. Elle doit mobiliser ses atouts pour concrétiser ce formidable gisement de croissance pour son économie, et se donner les moyens politiques et administratifs de porter cette ambition maritime.

La mondialisation : une montée en puissance des enjeux maritimes exacerbée

L'ouverture des économies modernes les rend particulièrement dépendantes de la fluidité de leurs approvisionnements, qui s'effectuent désormais à 80 % par voie maritime. Le trafic maritime mondial a doublé sur les vingt dernières années et cette croissance s'accélère.

La mondialisation des processus de production repose sur la libre circulation des flux maritimes: les composants électroniques viennent du Japon, les terres rares de Chine, les céréales du continent nord-américain. Les économies modernes sont également dépendantes des approvisionnements d'hydrocarbures qui s'effectuent à 40 % par la mer. Ormuz, Suez et Gibraltar représentent ainsi autant de passages stratégiques pour les Etats occidentaux. Une fermeture du détroit d'Ormuz serait ainsi susceptible de provoquer une hausse de 50 % du prix du pétrole en quelques jours.

Les ressources de demain sont en mer

L'épuisement des ressources naturelles terrestres renforce l'intérêt stratégique des ressources sous-marines. La part des gisements offshore dans la production mondiale de pétrole est passée à 30 % en 2010, et il est maintenant possible d'exploiter des gisements situés à plus de 2 500 m de profondeur. Les fonds sous-marins constituent un potentiel de ressources minérales et biologiques considérables : nodules polymétalliques, terres rares, gisements d'hydrates de méthane, biomasse... ressources au coeur des biotechnologies et de la recherche médicale et cosmétique ou alimentaire.

La mer pourrait devenir une des premières réserves d'énergie renouvelable. Outre les

éoliennes offshore aux rendements supérieurs aux éoliennes terrestres, des hydroliennes et des usines marémotrices et houlomotrices permettent de récupérer l'énergie produite par les courants, les marées ou les vagues. L'énergie thermique des mers permet enfin de produire de l'électricité en exploitant la différence de température entre les eaux de surface et les eaux profondes.

Cette exploitation croissante des ressources marines se traduit par une forme de sédentarisation de l'homme en mer ou à son immédiate proximité. Sur des navires ou des plates-formes, des populations entières vivent en permanence sur les océans; sans oublier que 80 % de l'humanité réside à moins de 100 km des côtes.

Des Etats en compétition dans un espace générateur de tensions et de risques

Cette maritimisation des enjeux économiques modifie l'équilibre géopolitique des océans. Le basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers la Chine place l'axe transpacifique au premier rang dans les échanges internationaux, suivi par l'axe Europe-Asie. La concentration de ces flux dans des espaces restreints tels que les voies de passage incontournables que sont les six détroits (Ormuz, Malacca, Bab El-Mandeb, le Bosphore, Suez et Panama) les plus empruntés au monde, les rend plus vulnérables face aux menaces terroristes et à la piraterie (océan Indien, golfe de Guinée...), comme à des attaques conventionnelles dans des zones de tensions endémiques. Avec le réchauffement climatique, de nouvelles routes au nord du globe font par ailleurs de l'Arctique un nouvel enjeu stratégique.

L'économie maritime est désormais un enjeu majeur de concurrence. Alimentée par le marché des hydrocarbures et le domaine des services associés aux activités d'exploitation et du transport, elle dégage déjà un revenu de plus de 1 200 milliards de dollars par an. Des marchés structurés à fort potentiel de croissance (exploitation profonde, énergies marines renouvelables) accroissent la présence en mer de toutes les nations dans un objectif économique.

Un environnement fragile

Au-delà du réchauffement climatique et de ses conséquences (n'oublions pas que les océans génèrent 50 % de l'oxygène que nous respirons, et régulent la teneur de l'atmosphère en CO2...), la montée en puissance des activités en mer s'accompagne aussi d'un accroissement des risques écologiques des trafics illicites, de la criminalité et du pillage des ressources halieutiques. Le développement de ces menaces contre l'homme ou son environnement, et la concurrence accrue des Etats dans le domaine maritime engendrent un besoin croissant de sécurisation et une augmentation des moyens militaires en mer. De ce fait, les marines se trouvent au coeur de la défense des intérêts des pays, et prennent une part importante dans leurs stratégies nationales de défense et de sécurité. On assiste ainsi à une augmentation rapide des moyens navals des pays émergents à un moment où les puissances navales traditionnelles peinent à renouveler leur flotte. **Entre 2011 et 2016, le budget « naval » de la Chine devrait augmenter de 57 %, celui du Brésil et de l'Inde de plus de 65 %. Dans le même temps, celui de la France devrait baisser de 1,2 % (Jane's Defence Budget 2012).**


Une opportunité pour la France

Détentrice du deuxième domaine maritime mondial réparti sur tous les océans, la France dispose de capacités commerciales et industrielles hors du commun.

Les potentielles ressources en hydrocarbures localisées en Guyane permettent d'envisager une production de 200 000 barils par jours à l'horizon 2019, générant des recettes fiscales d'un milliard d'euros par an pendant des décennies. Les énergies marines renouvelables constituent également des marchés d'avenir dans lesquels la France dispose non seulement d'acteurs industriels majeurs (DCNS, TOTAL, Alstom, STX France, CGG, Technip...), mais aussi d'emprises maritimes propices à l'expérimentation et à l'utilisation de ces nouvelles technologies. Le développement des énergies marines renouvelables nécessitera un accompagnement de l'Etat mais également une protection en mer de ces installations sensibles.

La pêche participe, elle, à notre indépendance alimentaire. Ce secteur fournit à lui seul 25 000 emplois et dégage un chiffre annuel de 1,7 milliards d'euros.

Au plan national, le secteur maritime français est riche de 300 000 emplois directs et de 52 milliards d'euros en valeur de production, soit autant que le secteur automobile. La « croissance bleue » concernera ainsi dans les 20 ans à venir le marché de Défense, l'exploitation des ressources, le transport maritime et l'industrie de service afférente. Si l'industrie française ne captait ne serait-ce que 10 % de ces nouveaux marchés, elle pourrait dégager un chiffre d'affaire supplémentaire de 50 milliards d'euros avec un impact majeur en termes d'emplois dans le secteur marchand.

C'est dans ce contexte et pour soutenir ses ambitions maritimes que la France doit disposer d'une marine de haut niveau apte à sécuriser ces activités et à peser sur les équilibres internationaux. 

La France deuxième pays maritime du monde

- **Un domaine maritime de 11 millions de km², avec des côtes et des ZEE dans tous les océans (sauf l'Arctique)**
- **7 000 km de littoral**
- **52 milliards d'euros de chiffre d'affaire pour le secteur maritime**
- **300 000 emplois directs dans ce même secteur**
- **Une marine capable d'intervenir sur tous les théâtres maritimes du globe**